



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER
SERVICE ACHAT INNOVATION LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS
BUREAU DES ACHATS IMMOBILIERS ET PRESTATIONS**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

**Relatif aux prestations de services d'assurances dans le cadre d'une
opération de construction et maintenance d'un ensemble immobilier du
ministère de l'intérieur**

LOT N° 3 : ASSURANCES MULTIRISQUES RELATIVES AUX BATIMENTS EXISTANTS

Le présent marché public a été passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

1. GENERALITES

Sauf mention contraire, le terme « Code », utilisé dans le présent document, fait référence au Code de la commande publique, adopté par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le sigle « MI », utilisé dans le présent document, désigne le ministère de l'Intérieur.

2. PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION

Situé à Saint-Denis (93) sur un site livré en VEFA en décembre 2025, le projet concerne le site dit « Universeine ».

Ce site s'inscrit au sud-ouest de la ZAC UNIVERSEINE, à l'angle formé par le Quai de Saint-Ouen et la rue dite des Frères Lumière, sur une surface au sol de 14 915 m².

Ce site est inclus dans le périmètre du Village des athlètes ; cet ensemble immobilier comprend 2 bâtiments neufs et 2 bâtiments réhabilités.

L'opération, objet de la présente consultation consiste en l'aménagement et la réaffectation pour l'usage des personnels du ministère de l'Intérieur d'un campus de bureaux d'une surface d'environ 46 000m² de surface de plancher :

- La Halle Maxwell : environ 13 000 m² réhabilités répartis sur 3 niveaux de superstructures (y compris rez-de-chaussée) et 1 niveau d'infrastructure ;
- Les corps de bâtiments B1A et B1B : environ 32 000 m² neufs répartis sur 9 niveaux de superstructures (y compris rez-de-chaussée et mezzanine du R+7), et 2 niveaux d'infrastructure ;
- Le pavillon Copernic : d'environ 820 m² réhabilités répartis sur 3 niveaux de superstructures (y compris rez-de-chaussée)

Le planning prévisionnel des travaux est de l'ordre de 10 mois pour un démarrage des travaux programmé au 01 janvier 2026.

2.1. Les principales informations relatives au projet sont communiquées en annexe du présent document.

Le périmètre d'intervention de l'opération correspond aux parcelles cadastrales BM 147, BM 115 et BM 148, en zone UP39 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Plaine Commune (PLUi) sur la commune de Saint-Denis (93200)

L'adresse du chantier est :

Travaux d'aménagement de bureaux Projet "Universeine"
19-21 Allée de Seine
93200 Saint-Denis

2.2. Souscripteur

Le maître d'ouvrage :
Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Direction du Projet Relocalisations et Universeine

représenté par la Directrice du Projet Relocalisations et Universeine.

2.3. Les assurés

Le Maître d'Ouvrage, les accédants et les propriétaires successifs des ouvrages.

2.4. Biens assurés

Le titulaire devra proposer une police d'assurance qui garantira :

- L'ensemble des biens immobiliers en propriété ou confiés, occupés, ou utilisés (en totalité ou partiellement) par l'Assuré ;
- L'ensemble des biens mobiliers incorporés ou à incorporer au cours de l'opération

3. OBJET DE LA GARANTIE

L'objet de la présente police est donc de garantir les locaux occupés ou non par l'Assuré avec parkings, locaux divers, ateliers d'entretien, bureaux et toutes dépendances, ainsi que les biens (matériels – y compris informatiques –, marchandises, ...) dont il a la propriété ou la garde juridique à quelque titre que ce soit ou dont la charge d'assurance lui incombe en application d'un quelconque mandat écrit ou non.

Cette mise en jeu de la police s'inscrit dans le cadre de l'opération d'aménagement des locaux décrits ci-dessus. La garantie s'applique aux biens livrés dans le cadre de la VEFA, lesquels ont été réceptionnés et disposent des couvertures d'assurances décennales.

Les garanties s'appliquent notamment aux immeubles en attente et/ou en cours de réhabilitation et/ou transformation.

Sont considérés en plus comme biens assurés, les biens extérieurs indiqués ci-après dès lors qu'ils sont situés sur le lieu de l'assurance dans l'enceinte du site de l'Assuré :

- Les arbres (en cas de tempête, la garantie s'applique au seul cas de déracinement ou de bris de tronc de l'arbre ; en cas de sinistre, l'indemnité est donnée sous forme de frais de reconstitution qui comprennent les frais d'élagage, de déblaiement ou de dessouchage des arbres, ainsi que le coût des plants et les frais de replantation de ces arbres) ;
- Les serres et pergolas dans la mesure où elles sont scellées ou ancrées dans le sol ;
- Les clôtures autres que celles garanties en base, y compris les clôtures végétales ;
- Les installations et aménagements immobiliers extérieurs non solidaires avec les bâtiments assurés suivants :
 - Les voies d'accès et de circulation privées,
 - Les parkings extérieurs non couverts,
 - Les terrasses autres qu'en toiture et leurs escaliers, les installations d'éclairage, de signalisation y compris enseignes lumineuses
 - Les moteurs et autres installations électriques destinés notamment à l'ouverture des portails, aux installations de climatisation ; les bassins ou piscines enterrés et construits en matériaux résistants, les courts de tennis
 - Les installations sportives ou récréatives en plein air, dans la mesure où ces installations sont scellées ou ancrées au sol.

4. TABLEAU DES GARANTIES ET FRANCHISES

A l'indice FFB du 01/01/2026

En cas d'évènement touchant plusieurs bâtiments, application d'une franchise pour l'ensemble du sinistre.

Garanties	Montants par sinistre	Franchises
Limite contractuelle d'indemnité (LCI) non indexée	50 M€ TTC	
CHAP 1 Incendie et risques annexes		
Article 1 - Evènements assurés		
Incendie, explosions implosions, chute de la foudre, dommages électriques et électroniques, tempête, poids de la neige de la glace et de l'eau sur toiture, fumées, chute ou choc d'appareil de navigation aérienne et d'engins spatiaux, franchissement du mur du son, choc de VTM, dégâts des eaux et gel, pertes de liquides, actes de vandalisme émeutes, mouvements populaires attentats		
Incendie	LCI	5.000 €
Explosions Implosions	LCI	5.000 €
Chute de la foudre	LCI	5.000 €
Dommages électriques	1. 500.000 €	5.000 €
Tempête grêle et neige	LCI	5.000 €
Arbres déracinés ou bris du tronc en cas de tempête	150.000 €	5.000€
Fumées	LCI	5.000 €
Chute ou choc d'appareil de navigation aérienne et d'engins spatiaux	LCI	5.000 €
Franchissement du mur du son	LCI	5.000 €
Choc de VTM	LCI	5.000 €
Dégât des Eaux et gel	LCI	5.000 €
-Infiltration au travers des murs et façades	1.000.000 €	5.000 €
-Infiltration d'eaux au travers des conduits de cheminée d'aération ou de ventilation ainsi que par les gaines techniques	500.000 €	5.000 €
- Refoulement des égouts	500.000 €	5.000 €
- Inondations hors catastrophes naturelles	2.500.000 €	5.000 €
-Eaux de ruissellement hors catastrophes naturelles	2.500.000 €	5.000 €
Pertes de liquides	2.000.000 €	5.000 €
Article 2 - Dommages et pertes assurés		
2.1 Bâtiments	LCI	5.000 €
Dommages et frais aux plantations et aux arbres	150.000 €	5.000 €
Frais de secours-sauvetage et pompage	Frais réels	Néant
Frais de démolition, déblai, fouille	Frais réels	Néant

Frais de clôture provisoire et de gardiennage	Frais réels	Néant
Honoraires de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, de coordinateur de sécurité	Frais réels	Néant
Frais de mise en conformité	Frais réels	Néant
Frais de nettoyage, de décontamination	Frais réels	Néant
Remboursement primes d'assurance Construction	Frais réels	Néant
Les taxes d'encombrement du domaine public	Frais réels	Néant
Contraventions de grande voirie	Montant de la réclamation	Néant
Honoraires d'experts	10% du montant total du sinistre	Néant
2.2 Contenu	LCI	5.000 €
Biens de l'assuré confiés à des tiers	200.000 €	5.000 €
Biens pouvant appartenir à des tiers	200.000 €	5.000 €
Biens en cours de transport	150.000 €	5.000 €
Biens en exposition	500.000 €	5.000 €
2.3 La perte d'usage	3 ans	Néant
Frais de déplacement et de relogement	Frais réels	Néant
2.4 Les pertes indirectes		
- Pertes indirectes forfaitaires sans justificatifs	10% du montant total du sinistre sans justificatifs	Néant
- Pertes indirectes sur justificatifs	15% du montant total du sinistre	Néant
2.5 Frais de gestion de crise	40.000 €	Néant
Article 3 - Responsabilités assurées		
3.1 - Recours des prestataires et délégataires sur site	500.000 €	Néant
3.2 - Recours des voisins et des tiers	10.000.000 €	Néant
3.3 - Responsabilité Civile Propriétaire d'Immeuble :		
Dommages corporels	10.000.000 €	Néant
Dommages matériels et immatériels consécutifs	1.500.000 €	Néant
Dommages immatériels non consécutifs	1.000.000 €	5.000 €
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs suite une pollution ou atteinte à l'environnement accidentelle (par sinistre et par année d'assurance)	1.500.000 €	Néant
Défense civile	75.000 €	Néant
CHAP. 2 - Bris de machines et biens informatiques		
Article 5 - Garantie des biens		
Bris de machines	Montant des dommages	5.000 €
Biens informatiques	Montant des dommages	5.000 €
Article 6 - Garantie des frais indirects (Période d'indemnisation 12 mois)		

- Frais de reconstitution des Médias	500.000 €	5.000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation	250.000 €	3 jours ouvrés
- Frais d'adaptation de logiciel et de formation du personnel	500.000 €	5.000 €
CHAP. 3 - Vol Vandalisme		
Article 9 - Garantie des biens et archives		
- Vol	200.000 €	5.000 €
- Vol suite à Détériorations Immobilières	300.000 €	5.000 €
- Vol suite à Vandalisme	300.000 €	5.000 €
- Vandalisme à l'extérieur des bâtiments Inscriptions peintes (graffitis, tags...)	150.000 €	5.000 €
CHAP. 4 - Divers		
Article 13 – Bris de Glace	200.000 €	5.000 €
Article 16 - Effondrement	3.000.000 €	15.000 €
Article 17 - Autres dommages	3.000.000 €	15.000 €
Article 18 - Catastrophes naturelles	LCI	Légale
Article 19 - Frais supplémentaires d'exploitation	1.200.000 €	3 jours ouvrés
Article 20 - Garanties complémentaires		
- Frais d'exploitation additionnels	300.000 €	Néant
- Impossibilité ou interdiction d'accès - Période maximum d'indemnisation	1.500.000 € 3 mois	3 jours ouvrés
- Fermeture administrative - Période maximum d'indemnisation	1.500.000 € 3 mois	3 jours ouvrés
- Pénalités de retard	150.000 €	5.000 €
Assurances pour le compte de qui il appartiendra	150.000 €	5.000 €

5. CONVENTIONS SPECIALES DOMMAGES AUX BIENS

Les présentes Conventions Spéciales prévalent, en ce qu'elles ont de meilleur pour l'Assuré, sur les autres dispositions du contrat auxquelles elles sont annexées (notamment les Conditions Générales, Annexes et Intercalaires), sauf sur les Conditions Particulières.

Chapitre 1 – Incendie et risques annexes

Article 1 – Évènements assurés

La garantie s'applique aux dommages et responsabilités résultant de l'un des événements suivants

- Incendie, explosions, chute de la foudre ;
- Dommages électriques ;
- Risques spéciaux : tempête, poids de l'eau sur toitures, fumées, chute ou choc d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux, choc d'un véhicule terrestre, dégâts des eaux, actes de vandalisme et attentats.

- **L'incendie**

Combustion avec ou sans flamme en dehors d'un foyer normal.

La garantie s'étend aux dommages et pertes :

- Causés par la fumée, gaz, chaleur résultant de l'action directe du feu ;
- Occasionnés par les installations d'extincteurs automatiques (sprinklers, etc), par les secours et les mesures de sauvetage survenus dans les biens de l'Assuré ou ceux d'autrui, ainsi que par l'utilisation des produits extincteurs (eau, émulseur, gaz, poudre, etc).

Elle s'étend obligatoirement aux frais et pertes des produits d'extinction consécutifs à un sinistre, un acte de malveillance, un déclenchement intempestif des dispositifs d'extinction automatique.

En cas d'incendie causé par une installation photovoltaïque ou solaire appartenant à l'Assuré, la garantie reste acquise à l'Assuré

- **Les explosions**

Actions subites et violentes de la pression ou de la dépression de gaz ou de vapeur.

La garantie s'applique aux explosions et implosions de toute nature ainsi qu'aux coups d'eau des appareils à vapeur.

- **La chute de la foudre**

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés directement ou indirectement par la foudre.

- **Les dommages électriques**

Dommages atteignant les appareils, machines, moteurs électriques et électroniques, leurs accessoires et matériels périphériques, les canalisations électriques et résultant :

- De l'incendie ou des explosions prenant naissance à l'intérieur de ces objets ;
- Des accidents d'ordre électrique affectant ces objets, y compris les dommages dus à la chute de la foudre ou à l'influence de l'électricité atmosphérique.

- **Les tempêtes, grêles et neiges**

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés par l'action directe :

- Du vent ou du choc d'un corps renversé ou projeté par le vent,
- De la grêle sur les toitures, volets, persiennes, façades.
- Du poids de la neige, de la glace ou de l'eau accumulée sur les toitures,

lorsque ces phénomènes ont une intensité telle qu'ils détruisent, brisent ou endommagent un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans la commune du risque sinistré ou dans les communes avoisinantes.

Cette garantie s'étend en outre aux dommages de mouille causés par la pluie, la neige, la grêle, la glace ou l'eau lorsque cette pluie, cette neige, cette grêle ou cette eau pénètre à l'intérieur du bâtiment assuré – ou renfermant les objets assurés – du fait de sa destruction partielle ou totale par l'action directe du vent, de la grêle sur les toitures, volets, persiennes, façades ou de la neige, de la glace ou de l'eau accumulée sur les toitures et à condition que les dommages de mouille aient pris naissance dans les 72 heures suivant le moment de la destruction partielle ou totale du bâtiment assuré.

Sont considérés comme constituant un seul et même sinistre, les dommages survenus dans les 72 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages.

- **Les fumées**

Dommages causés par des fumées, les émanations, les vapeurs, les gaz quelle que soit leur origine, ayant pris naissance dans les biens assurés et/ou du voisinage et dues à une défectuosité soudaine et imprévisible d'un appareil quelconque.

La chute ou le choc d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés par le choc ou la chute d'appareils de navigation aérienne, de missiles, d'engins spatiaux ou volants, la chute d'une partie de ces biens ou d'objets tombant de ceux-ci.

- **Franchissement du mur du son**

L'ébranlement (ondes de choc) dû au franchissement du mur du son par un appareil de navigation aérienne.

- **Le choc d'un véhicule terrestre**

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés par le choc d'un véhicule terrestre quelconque (identifié ou non).

- **Les dégâts des eaux et le gel**

Dégâts des eaux et autres liquides provenant notamment :

- des canalisations souterraines et non souterraines,
- de tous appareils fixes ou mobiles à effet d'eau, de vapeur, de chauffage ou de climatisation, y compris les dispositifs automatiques d'extinction,
- de la rupture ou de l'engorgement des chéneaux ou des conduits d'évacuation des eaux pluviales, mais aussi du refoulement des eaux,
- des infiltrations au travers des toitures, murs, façades, terrasses, balcons ou ciels vitrés ou système d'ouverture des bâtiments,
- des infiltrations d'eau au travers des conduits de cheminée, d'aération ou de ventilation ainsi que par les gaines techniques,
- du refoulement des égouts,
- de l'intervention des services publics de secours et de sauvetage,
- des inondations (hors CatNat),
- de pertes d'eau,
- du déclenchement intempestif des moyens de protection incendie,

La garantie s'applique aux frais de réparations des tuyauteries/canalisations/conduites souterraines et non souterraines, compteurs ou autres matériels à effets d'eau, de vapeur ou de climatisation endommagés par suite de gel.

La garantie s'applique également aux frais et pertes entraînés par les dégradations nécessitées par les recherches de fuites, les frais de pompage, de dégorgement et de perte d'eau, les frais de réparation des conduites endommagées.

La garantie s'applique au remboursement des pertes d'eau sur compteur à la suite d'une fuite ou d'une rupture de canalisation se situant entre le compteur général et le compteur individuel de chaque occupant.

L'Assuré s'oblige à :

- Maintenir les installations d'eau et les toitures dont il a la charge en bon état d'entretien,
- Arrêter lors des périodes de gel, l'alimentation en eau si les locaux ne sont pas chauffés et occupés pendant plus de 3 jours consécutifs.

En cas de sinistre, l'Assuré supportera la part des dommages imputables au non- respect de ces prescriptions.

- **Pertes de liquides**

L'Assureur garantit le paiement à l'Assuré d'une indemnité correspondant à la valeur de tous liquides et gaz liquéfiés qui viendraient à s'échapper des récipients de stockage, des canalisations par suite notamment de :

- Rupture, éclatement, bris ou fissuration desdits récipients et canalisations ;
- Écroulement ou tassement des bâtiments renfermant lesdits récipients ou des charpentes des dits bâtiments ;

- Maladresse, imprudence ou malveillance ;
- Émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme et sabotage.

Il faut entendre par :

- **réipients de stockage** : les citernes, réservoirs, bacs, cuves et foudres, tonneaux, fûts, tanks, cubitainers, ainsi que leurs systèmes de fermeture et leurs autres accessoires.
- **canalisations** : les conduites rigides et les tuyaux flexibles qui y sont rattachés, ainsi que leurs systèmes de fermeture et leurs autres accessoires.

La garantie est étendue aux dommages subis par les liquides assurés du fait du mélange involontaire résultant de fausse manœuvre, rupture de pièces, dérèglement imprévisible d'un mécanisme, etc, de deux ou plusieurs liquides de qualité ou de nature différente.

La garantie comprend d'office :

- **Les frais exposés utilement lors d'un sinistre pour la sauvegarde des liquides assurés et ce, à concurrence de la valeur du sauvetage réalisé (transvasement dans un autre réipient des liquides non encore échappés d'un réipient détérioré, pompage des liquides déversés dans une fosse de récupération...).**
- **Les frais réellement exposés pour la recherche des fuites, la réparation ou le remplacement des canalisations, et d'une façon générale pour la remise en état des lieux.**
- **La location de cuves ou de réipients provisoires.**
- **Les dommages subis par les biens appartenant à l'Assuré ou confiés par les tiers.**
- **Les frais de nettoyage des biens, des sols et terrains de l'Assuré y compris la décontamination, l'élimination ou la destruction de tous produits toxiques ou contaminants ainsi que ceux exposés pour leur transfert jusqu'au lieu de stockage ou de traitement**

- **Les actes de vandalisme et attentats**

Dommages causés à l'occasion d'actes de vandalisme y compris les inscriptions peintes (graffitis, tags...) sur les murs à l'extérieur, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage et d'attentats, ainsi que ceux causés par toute Autorité légalement constituée, du fait des mesures prises à l'occasion des événements ci-dessus pour la sauvegarde ou la protection des biens assurés.

L'Assuré s'engage, en cas de sinistre, à accomplir dans les délais réglementaires auprès des Autorités, les démarches relatives à l'indemnisation prévue par la législation en vigueur.

Article 2 – Dommages et pertes assurés

La garantie s'applique aux dommages et pertes suivants à tous bâtiments construits ou hors air / hors eau, avec toutes leurs annexes et dépendances, ainsi que leurs aménagements et installations intérieurs ou extérieurs, réputés immeubles par nature, par incorporation ou par destination, y compris les panneaux photovoltaïques, panneaux et capteurs solaires, les vitraux, les clôtures et murs

d'enceinte et de soutènement, les canalisations enterrées, les installations sportives ou récréatives en plein air, les installations d'éclairage, ainsi que les locaux modulaires, chapiteaux ou structures gonflables utilisés par l'Assuré pour ses besoins professionnels.

Sont assimilés à ces biens : les aménagements immobiliers ou mobiliers (y compris les peintures et vernis, revêtements de boiserie, faux plafonds) tels que les installations privatives de chauffage ou de climatisation, installation de distribution de gaz, d'eau, d'électricité les équipements tels que volets, antennes, amplificateurs et câbles de télévision, câbles de téléphonie, gouttières, chéneaux, persiennes, châssis ouvrants, panneaux solaires, ainsi que tout revêtement de sol, de mur et de plafond :

- qui ont été exécutés aux frais du propriétaire,
- ou qui, exécutés aux frais d'un locataire, sont devenus la propriété du bailleur.

La garantie "Bâtiments" comprend d'office :

- Les frais de secours – sauvetage et de pompage ;
- Les frais de démolition, déblai, fouille, ainsi que les frais exposés à la suite des mesures conservatoires imposées par décision administrative, à concurrence du montant des frais exposés ;
- Les frais de clôture provisoire et de gardiennage qui seraient nécessaires avant la reconstruction ;
- Les honoraires de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, de coordonnateur de sécurité, à concurrence des frais réellement engagés, ainsi que les débours du B.E.T. de l'Assuré à condition qu'ils fassent l'objet d'une facturation interne ;
- Les frais nécessités par une mise en état des lieux en conformité avec la Législation et la Réglementation en matière de construction à concurrence des frais réellement engagés ;
- Les frais de nettoyage, de décontamination, d'élimination de substances ou produits polluants, toxiques, parasitaires, relatifs aux biens assurés et au terrain et sous-sol sur lesquels sont situés ces biens, ainsi que les frais de stockage, de traitement, de destruction ou de neutralisation ;
- Le remboursement des primes d'assurance "Construction" ("Dommages-Ouvrage", "Tous Risques Chantier", "R.C. C.N.R.") afférentes à des travaux de bâtiments rendus nécessaires par la survenance d'un sinistre garanti ;
- Les taxes d'encombrement du domaine public ;
- Les contraventions de grande voirie ;
- Les honoraires d'expert et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage que l'Assuré aura lui-même choisis, et éventuellement, la part de l'Assuré dans les frais et honoraires du tiers expert, y compris en cas de sinistre indemnisé au titre de la loi sur les catastrophes naturelles. Le montant du remboursement ne pourra jamais excéder 10% du coût des dommages, le montant des honoraires réellement payés aux experts, ni la limitation frais et pertes prévue aux conditions particulières du présent contrat.

Le contenu, c'est-à-dire :

- Les aménagements et embellissements immobiliers réalisés par l'Assuré ;

- Le mobilier et les matériels professionnels, les outillages, les marchandises, les emballages, les fournitures de bureau, les approvisionnements et liquides énergétiques, tout sans aucune exception, ni réserve ; ces biens sont garantis en tous lieux ;
- Les effets personnels et objets divers utilisés dans l'exercice de l'activité et appartenant tant au personnel qu'aux visiteurs, aux locataires, et pour ces derniers, à défaut ou en complément des garanties qu'ils ont pu souscrire par ailleurs.

La garantie « Contenu » est acquise pour :

- **Les biens de l'Assuré confiés à des tiers,**
- **Les biens pouvant appartenir à des tiers**
- **Les biens en cours de transport,**
- **Les biens en exposition,**

La garantie "Contenu" comprend d'office :

- le coût des pièces de rechange et des fournitures, les frais de transport y compris ceux par avion ou par voie expresse dans la mesure où ils sont réellement exposés, ainsi que les frais de douane éventuels ;
- les frais de main d'œuvre, y compris pour travaux exécutés en dehors des heures normales, en heures supplémentaires de nuit ou de jours fériés, ainsi que les frais de déplacement et de séjour des techniciens ;
- les frais de garde-meubles (transport compris), de déplacement, de déblai, de retraitement, de sauvetage et de réinstallation, à concurrence de 5% de la valeur assurée sur "Contenu"
- les frais de nettoyage, de décontamination, d'élimination de substances ou produits polluants, toxiques, parasitaires, ainsi que les frais de stockage, de traitement, de destruction ou de neutralisation ;
- Les conséquences des pénalités mises à la charge de l'Assuré dans le cadre d'un contrat
- E.J.P. (Effacement des Jours de Pointe), à la suite de la défaillance de son groupe électrogène et/ou de ses équipements et consécutifs à un sinistre garanti.

La perte d'usage

La perte d'usage représente tout ou partie de la valeur locative des locaux occupés par l'Assuré, en cas d'impossibilité pour lui d'utiliser temporairement tout ou partie de ces locaux, ainsi que le loyer ou l'indemnité d'occupation exposé par l'Assuré pour des locaux de remplacement.

Cette garantie joue pendant le temps nécessaire, à dire d'expert, à la remise en état des locaux sinistrés et dans la limite indiquée aux Conditions Particulières, à compter du jour du sinistre.

Dans cette garantie perte d'usage, sont compris les frais de déplacement et de relogement. Cette garantie complémentaire intervient après un sinistre garanti par le contrat. Par exemple, après un sinistre incendie ou une inondation, si le bâtiment ne peut plus être occupé, l'Assureur prendra en charge, les démarches (recherches) nécessaires au logement, les frais nécessaires à ce relogement (déménagement, déplacement...). Cette garantie est accordée dans la limite indiquée aux Conditions Particulières.

Les pertes indirectes

Au titre de cette garantie, l'Assureur paye à l'Assuré une somme égale au pourcentage de l'indemnité versée au titre du présent contrat et avant franchise éventuelle, pour les dommages causés aux "Bâtiments" et / ou aux autres biens ; ce pourcentage est indiqué aux Conditions Particulières.

L'Assureur paiera à l'Assuré une somme forfaitaire égale à 10% du montant des dommages directs, en complément de l'indemnité en principal qui lui sera versée au titre du contrat pour les dommages causés aux biens assurés, ce sans avoir à justifier de ses pertes ou frais réels, et outre les indemnités payées au titre des garanties frais et pertes annexes.

Si l'Assuré est en mesure de justifier le montant de ses pertes indirectes ou frais personnels par la production de mémoires, devis, factures, bulletins de salaires ou autres justificatifs chiffrés, l'Assureur paiera à l'Assuré le montant de ces pertes ou frais justifiés, sans pouvoir excéder une somme égale à 15% du montant des dommages, en complément de l'indemnité en principal qui lui sera versée au titre du contrat pour les dommages causés aux biens assurés, et outre les indemnités payées au titre des garanties frais et pertes annexes.

Il est enfin précisé que la présente garantie joue au profit de l'Assuré quel que soit le propriétaire des biens sinistrés sous réserve que ledit Assuré en assume la gestion.

Cette indemnité "Pertes Indirectes" peut se cumuler éventuellement avec d'autres indemnités "Frais Supplémentaires d'exploitation" et "Frais d'exploitation additionnels".

Frais de gestion de crise consécutifs à un sinistre garanti

Sont garantis les frais exposés par l'Assuré, notamment les dépenses liées à des opérations de communication dans la presse et les médias, aux fins d'assurer la gestion d'une crise résultant d'un sinistre majeur.

Cette garantie s'exerce indépendamment de toute recherche de responsabilité.

[Article 3 – Responsabilités assurées](#)

Responsabilité que l'Assuré peut encourir à l'égard des voisins et des tiers.

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut légalement encourir pour tous dommages matériels et immatériels consécutifs à un événement garanti, survenus dans les biens assurés, en cas de recours des voisins et des tiers.

Sont notamment considérés comme tiers :

- **Les propriétaires, occupant des lieux sinistrés ;**
- **Les préposés de l'Assuré pour les dommages subis par leurs biens personnels, y compris leurs véhicules se trouvant aux abords des lieux sinistrés ;**

- **Les propriétaires des véhicules se trouvant dans et/ou aux abords des lieux assurés ou dans les parkings appartenant à l'Assuré et/ou exploités par celui-ci ;**
- **Les propriétaires de marchandises et matériels se trouvant dans les lieux assurés.**

Conformité avec la loi n°2003-706 du 1er août 2003 pour les garanties de responsabilité.

Base fait dommageable – Conformément à l'article 80 de la loi n° 2003-706 du 1er août 2003, les dispositions du contrat relatives à l'application dans le temps de la garantie responsabilité civile sont les suivantes :

Définition du sinistre - Constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers engageant la responsabilité de l'Assuré résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Période de garantie – La garantie déclenchée par le fait dommageable couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres événements constitutifs du sinistre. Le délai subséquent est de 5 ans.

Responsabilité Civile Propriétaire

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut légalement encourir, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, causés aux tiers, lorsque ces dommages sont le fait, notamment :

- des biens assurés (bâtiments, dépendances, ouvrages, murs d'enceinte, clôtures, embellissements, ascenseurs et monte-charge, matériels, approvisionnements), ainsi que du fait des terrains, cours, jardins, parkings, voies d'accès privées, piscines et pièces d'eau, aires de jeu, terrains de sport, arbres et plantations, lampadaires, panneaux, antennes, sans que cette liste ne soit exhaustive.
- des maladies transmises par les vide-ordures, ou des intoxications dues à des gaz ou fumées provenant des conduites défectueuses de chauffage ou d'aération ;
- des préposés dans l'exercice de leurs fonctions relatives à l'entretien ou à la garde des biens assurés, y compris les retards ou omissions dans la remise des plis, lettres, exploits d'huissier, paquets et autres, les vols dont ils pourraient se rendre coupables ou qui auraient été favorisés par leur négligence ou imprudence,
- des animaux affectés à la garde des biens assurés ;
- des véhicules n'appartenant pas à l'assuré et dont il n'a pas la garde, déplacés pour qu'ils ne fassent pas obstacle au bon fonctionnement des biens assurés ;
- des travaux d'entretien, de nature urgente et/ou imprévue, effectués par des personnes intervenant bénévolement et lorsque leur responsabilité personnelle est engagée ;
- du défaut de balayage des trottoirs adjacents de l'immeuble, l'encombrement des cours,

- couloirs, portes cochères et abords de l'immeuble ;
- de la présence d'ouvrages provisoires, d'une restriction de passage ou d'accès temporaire, dans ou aux alentours de l'immeuble assuré, dans le cadre de travaux d'aménagement, d'entretien ou de rénovation, sans que ces mesures soient contraires à la réglementation en vigueur;
 - des atteintes à l'environnement d'origine accidentelle consécutives à des faits fortuits ;
 - de la tenue de toute réunion et/ou Assemblée Générale liés aux besoins de la Copropriété se déroulant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des biens assurés.

Défense Civile :

La défense des intérêts civils lorsque la Responsabilité Civile de propriétaires telle que définie ci-avant est mise en cause : l'assureur dirige le procès qui est intenté, exerce les voies de recours et prend en charge les frais et honoraires correspondants.

L'assureur assume, également, la défense pénale, les cas de poursuites devant une juridiction répressive, avec constitution de parties civiles, et peut présenter les réclamations personnelles (demandes reconventionnelles) et les appels en garantie.

Défense et recours :

Cette garantie est accordée.

Article 4 – Exclusions spécifiques

Sont exclus :

- Les dommages occasionnés par les inondations, les tremblements de terre, raz-de- marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes, sauf en cas de Catastrophe Naturelle.
- Le vol des objets assurés survenus pendant un incendie, la preuve du vol étant à la charge de l'Assureur,
- Les destructions d'espèces monnayées, de titres de toute nature et de billets de banque,
- Les dommages aux véhicules immatriculés soumis à l'obligation d'assurance dont l'Assuré est propriétaire ou locataire,
- Les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir, même à l'occasion d'un événement garanti au titre du présent contrat, pour des dommages causés aux voisins ou aux tiers par émission, dispersion, rejet ou dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse polluant le sol, l'atmosphère, les eaux, y compris la nappe phréatique, la flore et la faune.
- Pour les dommages électriques, les dommages :
 - o Aux fusibles, aux résistances chauffantes, aux lampes de toutes natures, aux tubes électroniques ;
 - o Aux moteurs par une explosion prenant naissance à l'intérieur de ces biens ;
 - o Causés par l'usure ou un dysfonctionnement mécanique quelconque n'entraînant pas de dommages électriques.
- Pour les tempêtes, grêle et neige :
 - o Les dommages résultant d'un défaut de réparation ou d'entretien indispensable incombant à l'Assuré (tant avant qu'après sinistre) s'il n'a pas pris les dispositions pour y remédier dans un délai de 45 jours à compter de celui où il en a eu connaissance, sauf cas de force majeure ;
 - o Les dommages de mouille et ceux occasionnés par le vent aux bâtiments non entièrement clos et couverts et à leur contenu sauf pour les bâtiments ayant prévu des parties architecturales ouvertes.
 - o Les dommages aux bâtiments suivants et à leur contenu :
 - bâtiments dont la construction ou la couverture comporte, en quelque proportion que ce soit, des plaques de toute nature non posées et non fixées selon les règles de l'art ;
 - bâtiments clos au moyen de bâches ou dont la construction ou la couverture comporte en quelque proportion que ce soit (pour plus de 10% des matériaux), des matériaux tels que carton ou feutre bitumé, toile ou papier goudronné, feuille ou film de matière plastique non fixés sur panneaux ou voligeages jointifs selon les règles de l'art ;

La garantie reste cependant acquise à l'Assuré si les moyens de couverture type bâche sont des moyens provisoires au titre de mesures conservatoires ou au cours de travaux de réhabilitation.

Toutefois, restent couverts les dommages aux bâtiments et à leur contenu, occasionnés par le poids de la neige, de la glace ou de l'eau, accumulées sur les toitures ou par la grêle sur les toitures dans le cas de bâtiments dont seuls les murs comporteraient des matériaux visés ci-dessus ;

- les dommages occasionnés aux éléments ou parties vitrés de construction ou de couverture (tels que vitres, vitrages, vitraux, glaces, châssis, vérandas, marquises, serres), sauf ce qui est dit au chapitre Bris de Glaces.

Toutefois, le bris des éléments ou parties vitrés de construction ou de couverture est couvert lorsqu'il est la conséquence de la destruction partielle ou totale du reste des bâtiments ;

Les dommages aux mobiliers, matériels et marchandises se trouvant en plein air ainsi qu'aux arbres et plantations.

Sont toutefois garantis les installations et matériels conçus pour fonctionner ou être utilisés de manière normale et habituelle en plein air.

- Pour le choc d'un véhicule terrestre, les dommages :
 - o occasionnés par tout véhicule dont l'Assuré est propriétaire ou usager ;
 - o subis par tout véhicule et son contenu.
- Pour les dégâts des eaux :
 - o occasionnés directement ou indirectement, même en cas d'orage, par le débordement des sources et plus généralement par la mer et les autres plans d'eau naturels ou artificiels ainsi que ceux dus à l'humidité ou à la condensation, sauf en cas de Catastrophes Naturelles. Les eaux de ruissellement hors catastrophes naturelles restent garanties à concurrence du capital indiqué aux Conditions Particulières.
 - o les dommages causés aux châteaux, aux conduites d'évacuation d'eaux pluviales, aux appareils fixes à effet d'eau ou de vapeur ou de chauffage et aux conduites ;
- les réparations des toitures, terrasses, balcons et ciels vitrés ;
- les dommages causés par suite d'effondrement, d'affaissement ou de glissement de terrain
- les dommages d'humidité et de condensation sauf si ces dommages sont la conséquence d'un dommage direct.
- Pour les pertes de liquides :
 - o L'oxydation lente, l'usure ou la vétusté des récipients de stockage ou des canalisations ;
 - o Les pertes consécutives à un manque de réparation indispensable incombant à l'Assuré (notamment après sinistre), sauf cas de force majeure ;
 - o Les pertes de liquides, autres que les fuites accidentelles, survenues au cours des opérations de transformation et de fabrication ;
 - o Les pertes de liquides qui seraient contenus dans des récipients mobiles ;
 - o Les manquants divers dont l'origine ne serait pas établie et notamment la freinte (y compris l'évaporation) ;
 - o Tous dommages subis par les récipients de stockage et les canalisations ;
 - o Les pertes provenant de mise sous séquestre, saisie ou destruction en vertu du règlement des douanes, destruction, confiscation ou réquisition par ordre des autorités civiles ou militaires ;

Exclusions spécifiques à la garantie responsabilité civile propriétaire d'immeuble :

- les dommages autres que corporels causés par un incendie, une explosion, un dégât des eaux, un accident d'origine électrique prenant naissance ou survenant dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire, occupant à titre quelconque ou en a la garde ; (ces dommages sont garantis en responsabilité envers les locataires, les voisins, les tiers)
- les dommages causés par les véhicules terrestres à moteur, immatriculés ou non, ainsi que par les remorques, semi-remorques, soumis à la loi sur l'assurance automobile obligatoire de l'article L.211-1 du Code des Assurances ;
- le remboursement des cotisations supplémentaires visées aux articles L.224.7 du Code de la Sécurité Sociale sanctionnant les risques exceptionnels présentés par l'exploitation ou l'inobservation des mesures de prévention prescrites ;
- les maladies professionnelles relatives à une affection directement ou indirectement due ou liée aux nanomatériaux ou à tout matériau contenant des nanomatériaux ;
- les dommages de la nature de ceux visés aux articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil (responsabilité décennale et garanties de bon fonctionnement et de parfait achèvement), ainsi que les dommages immatériels qui en résultent, même après l'expiration des délais ;
- les dommages résultant :
 - o d'un défaut permanent d'entretien de la part de l'Assuré ;
 - o d'un manque de réparation indispensable ;
 - o de la vétusté ou de l'usure déjà signalée et à laquelle il n'aurait pas été remédié, sauf impossibilité matérielle par suite d'un cas de force majeure ;
- les dommages causés et subis par l'amiante et ses dérivés, y compris les réclamations fondées sur les articles L 452-1, L452-2, L452-3 et L452-4 du Code de la sécurité sociale ;
- les dommages causés directement ou indirectement par : le plomb et ses dérivés, les moisissures toxiques, le PCB, les dioxines, les furanes, la silice et ses dérivés, les parasites, les contaminations par bactéries des réseaux de distribution d'eau et des dispositifs employant de l'eau, le latex et ses dérivés, le tabac et ses dérivés, le formaldéhyde, l'ESB (encéphalopathies spongiformes subaiguës transmissibles) ;
- les dommages causés par une atteinte à l'environnement graduelle, c'est-à-dire :
 - o non concomitante à un événement soudain et imprévu
 - o et qui se réalise de façon lente et progressive ;
- les vols des espèces, titres, valeurs, bijoux et tous vols commis chez les commerçants ;
- les dommages causés aux biens qui sont loués, confiés ou prêtés à l'Assuré ;
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue individuellement ou solidairement par les personnes physiques agissant en qualité de mandataires sociaux de droit ou de fait en raison de leurs fautes professionnelles commises dans leurs mandats de gestion ; - les

Chapitre 2 – Bris de Machines et Biens Informatiques

Article 5 – Garantie des biens

La garantie s'applique à tous bris, destruction, vol ou perte, atteignant les biens assurés et ce, que l'Assuré en soit propriétaire, locataire ou détenteur à quelque titre que ce soit.

Par biens assurés, il faut entendre les appareils, machines, matériels, équipements et installations techniques divers nécessaires aux activités de l'Assuré :

- Matériel de surveillance (notamment caméras, centrale de surveillance.) détection, alarme, sonorisation, motorisations et mécanismes, transformateurs, ascenseurs, traitement de l'air, chauffage et chaudière, climatisation, ventilation, pompe à chaleur, traitement des eaux,

pompage ou filtration.

Ainsi que l'ensemble et la généralité des matériels informatiques, télématiques, bureautiques, électriques ou électroniques, y compris les installations périphériques nécessaires au fonctionnement des différents appareils ou du réseau, les supports informatiques (disques, cartouches, bandes magnétiques, etc) et les progiciels, logiciels, les matériels portables et leurs équipements. Pour l'ensemble de la présente police, les tablettes tactiles sont considérées comme des « matériels portables » et sont donc garanties à ce titre.

LA PRESENTE DESCRIPTION FOURNIE, A TITRE PUREMENT INDICATIF, N'EST AUCUNEMENT LIMITATIVE ET NE POURRA DE CE FAIT JAMAIS ETRE OPPOSEE A L'ASSURE.

Les biens sont garantis lorsqu'ils sont en activité, au repos, à l'occasion des opérations de montage, démontage, manutention et de déplacement dans l'enceinte des établissements de l'Assuré.

Ils sont également garantis à l'occasion des transports et déplacements hors de l'enceinte des établissements de l'Assuré à concurrence du capital indiqué aux Conditions Particulières.

La garantie comprend d'office les frais indiqués à l'article 2.3 paragraphes a) à f) ci-avant, ainsi que :

- les pertes financières occasionnées par le coût des produits extincteurs utilisés lors du sinistre (gaz, eau et produits émulseurs, etc) ;
- les pertes financières occasionnées par le remplacement des fluides (thermiques, de réfrigération, hydrauliques, ...).

Article 6 – Garantie des frais indirects

Définition

Par frais assurés, il faut entendre :

- les frais de reconstitution dans l'état antérieur au sinistre des informations qui sont mémorisées sur les supports (disques, disquettes, bandes, cartouches, cassettes magnétiques, etc.) directement utilisables sous cette forme par les matériels assurés ;
- les frais supplémentaires d'exploitation engagés pour limiter les conséquences de l'interruption totale ou partielle de fonctionnement des biens assurés ;

Ces frais supplémentaires consistent notamment en frais de main d'œuvre, de transport et de déplacement, de location, d'utilisation de biens et services de remplacement provisoire ou de secours.

- les intérêts de découverts bancaires lorsque l'Assuré est dans l'impossibilité d'effectuer ses opérations de facturation et de relance sur facturation déjà réalisée et que cette impossibilité le met dans l'obligation de négocier un ou des découverts bancaires ;
- les frais d'adaptation de logiciels et de formation de personnel : cette garantie s'applique en cas de sinistre, aux frais d'adaptation de logiciel et / ou progiciels et de formation du personnel (tant sur le logiciel que sur le matériel) qu'entraînerait un changement de matériel consécutif à un sinistre.

Période d'indemnisation

La période d'indemnisation s'étend du jour du sinistre jusqu'au jour du retour à un niveau d'exploitation aussi proche que possible d'un fonctionnement normal.

Cette période qui peut s'étendre au-delà de la date d'expiration du présent contrat est limitée à deux ans à compter du jour du sinistre ; la limite est ramenée à six mois pour l'indemnisation des intérêts de découverts bancaires.

Etendue de l'assurance

La garantie s'applique au paiement des frais exposés à la suite de tous bris, destruction, vol ou perte atteignant les biens indiqués à l'article 5, ainsi que d'une carence accidentelle de courant électrique.

[Article 7 – Mesures spécifiques aux frais indirects](#)

Mesures applicables à tous les frais

Le montant de l'indemnité est égal au montant des frais réellement engagés (ou des intérêts de découverts payés), sans pouvoir excéder le capital indiqué aux Conditions Particulières. Le paiement de l'indemnité est effectué sur justificatifs.

Mesures spécifiques aux frais de reconstitution des informations

Les frais garantis comprennent en cas d'adaptation nécessaire à la suite du sinistre, les frais d'étude, d'analyse et de programmation.

Si la remise en état n'est pas nécessaire ou si elle ne se produit pas dans le délai de deux ans à compter du jour du sinistre, les frais de remise en état des matériaux ou de remplacement des supports d'information sont seuls remboursés au titre de la garantie de l'article 5.

Mesures spécifiques aux frais supplémentaires d'exploitation

L'Assureur garantit, pendant la période d'indemnisation, le remboursement à l'Assuré des frais supplémentaires réellement engagés en accord avec l'Assureur.

Mesures spécifiques aux frais d'adaptation des logiciels et de formation du personnel

Cette garantie est acquise en cas de sinistre total garanti et sous réserve que le matériel détruit ne soit plus fabriqué ou ne soit plus disponible sur le marché.

[Article 8 – Exclusions spécifiques](#)

Sont exclus :

- Les dommages couverts au titre du chapitre 1, sauf :
 - o Pour la garantie des pénalités E.J.P. et la garantie des frais indirects ;

- Pour les dommages électriques pour lesquels la garantie Bris de Machine intervient en complément de celle de l'article 1.4 s'il s'agit d'un sinistre également couvert à ce titre.
- Les dommages résultant de vices, défauts, imperfections qui existaient à la souscription du contrat et qui étaient connus de l'Assuré.
- Les dommages survenus après une détérioration et avant l'exécution des réparations au cas où le bien assuré continuerait à être exploité.
- Les dommages provenant directement ou indirectement de mise sous séquestre, saisie ou destruction en vertu du règlement des douanes, destruction, confiscation ou réquisition par ordre des autorités civiles ou militaires.
- Les dommages aux outils, c'est-à-dire les parties ou éléments des biens assurés, considérés comme pièces d'usure ou nécessitant par leur fonction un remplacement fréquent ou périodique :
 - Sauf s'ils sont dus à un bris extérieur ;
 - Ou bien que, non endommagés, leur remplacement est nécessaire à la réparation de dommages garantis causés à d'autres parties du bien assuré.
- Les dommages consécutifs à l'usure normale et prévisible quelle qu'en soit l'origine (mécanique, thermique ou chimique), ainsi qu'à l'effet prolongé de l'exploitation (oxydation, corrosion, rouille, encrassement, entartrage).

Toutefois, dans le cas où un tel dommage pourrait entraîner sur le même bien le bris, la destruction ou la perte, soudains et fortuits, d'éléments voisins ou d'autres parties en bon état, la garantie reste acquise en ce qui concerne les dommages atteignant ces éléments ou parties.

- Les dommages d'ordre esthétique tels que rayures, égratignures, écailllements.
- Les dommages occasionnés par les tremblements de terre, raz de marée, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes, sauf en cas de Catastrophe Naturelle.
- Les dommages entrant dans le cadre des garanties légales ou contractuelles dont l'Assuré pourrait se prévaloir auprès des constructeurs, vendeurs, bailleurs, monteurs (contrat de vente, location, maintenance, entretien), sauf :
 - Dans l'hypothèse où ceux-ci refusent leur garantie, le contrat produit alors ses effets dans la limite des risques assurés, l'Assureur se réservant après paiement de l'indemnité, le droit d'exercer le recours s'il y a lieu ;
 - En cas d'insuffisance des garanties légales ou contractuelles.
- Les pertes de marché, de clientèle, de chiffre d'affaires, de bénéfice ou d'exploitation.

Chapitre 3 – Vol

Article 9 – Garantie des biens et archives

Objet de la garantie

La garantie porte sur :

- le contenu tel que défini au 2.3. ci-avant ;
- les détériorations immobilières et mobilières y compris les installations d'alarme ainsi que les frais engagés pour pallier temporairement l'insuffisance de protection par un service de gardiennage ou par la clôture des locaux ;
- La perte d'usage et la perte des loyers et charges lorsqu'elles sont consécutives aux détériorations ;
- les frais de reconstitution d'archives et de documents tels que définis au 2.6. ci-avant.
- Les frais de remplacement à l'identique des clés ou pass.
- La garantie comprend d'office les frais indiqués à l'article 2.3. Paragraphes a) à f).

Evènements assurés

Vol suite à détériorations immobilières

La garantie s'applique à la disparition, détérioration, dégradation, destruction des biens de l'Assuré par suite de vol ou tentative de vol :

- commis avec effraction, escalade ou usage de fausses clés ;
- commis sans effraction, escalade, ni usage de fausses clés, lorsqu'il est établi que le voleur s'est introduit ou maintenu clandestinement, c'est-à-dire à l'insu de celui qui occupe les lieux, dans les locaux où se trouvent les biens assurés ;
- commis par ruse ;
- précédé, accompagné ou suivi de meurtre, de tentative de meurtre, de violence ou de menaces dûment établies sur une personne physique.

Vol suite à Vandalisme et détériorations immobilières

L'Assureur garantit l'Assuré contre la disparition des biens assurés, contre les dommages matériels subis par les biens assurés et causés par un acte de vandalisme.

La garantie reste acquise à l'Assuré pour le vandalisme à l'intérieur des bâtiments. L'Assuré n'a pas à apporter la preuve des circonstances de l'introduction ; l'Assuré s'engage à déposer plainte contre X.

La garantie Vandalisme reste acquise à l'extérieur des bâtiments à concurrence du capital fixé aux Conditions particulières ; l'Assuré s'engage à déposer plainte contre X.

Article 11 – Obligation de sécurité

L'Assuré doit entretenir et utiliser tous les moyens de fermeture, d'alarme et de protection, respecter les modes de surveillance et de gardiennage.

Il s'oblige à prendre tous les soins nécessaires à la sauvegarde et à la sécurité des biens assurés et à agir avec autant de prudence et en s'entourant des mêmes garanties que s'il n'était pas assuré.

Faute par lui de remplir cette obligation et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut lui réclamer une indemnité proportionnée au dommage que le manquement de l'assuré peut lui causer.

Les périodes d'ouverture n'excédant pas trois jours ne sont pas considérées comme interrompant la fermeture, de même que les périodes de fermeture de trois jours au plus n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination de la durée totale de la fermeture annuelle.

Article 12 – Exclusions spécifiques

Sont exclus :

- Les vols atteignant les biens relevant de la garantie du chapitre 2 Bris de Machines et de Biens Informatiques, lorsque cette garantie est souscrite aux Conditions Particulières.
- Les vols commis par les membres de la famille de l'Assuré ou du responsable de l'établissement visés à l'article 380 du Code Pénal ou avec leur complicité.
- Les vols commis pendant les heures de travail par les préposés de l'Assuré et par toute personne chargée de la surveillance des locaux
- Les vols du contenu des chambres fortes, coffres-forts, meubles, tiroirs-caisses, commis en faisant usage de vraies clés, sauf si elles ont été dérobées sur le détenteur des clés.
- .

Chapitre 4 – Divers

Article 13 – Bris de Glace

La garantie s'applique au bris des objets ci-après :

- les objets en glace, verre ou matière plastique tels que vitrines, devantures, présentoirs, baies vitrées, portes, tambours d'entrée, fenêtres, impostes, vitres, vitrages, vitraux, vérandas, marquises, serres, aérateurs, tables, tablettes, briques et pavés ;
- les objets en marbre ;
- les dispositifs de fermeture des portes, les façonnages, les produits anti-solaires, lorsque leur destruction est la conséquence du bris de l'objet les supportant ;
- les inscriptions, décorations, gravures, lettres ou attributs peints ou appliqués dans la mesure où leur destruction est la conséquence du bris de l'objet sur lesquels ils sont réalisés ;
- les enseignes lumineuses.

La garantie est étendue :

- aux dommages subis par les bâtiments, mobiliers, matériels et marchandises et causés par un

- bris de glaces garanti ;
- aux frais de déplacement et remplacement du mobilier, du matériel et des marchandises nécessités par les réparations consécutives à un bris assuré ;
- aux frais de clôture provisoire et aux frais de gardiennage qui seraient nécessaires avant le remplacement ou la réparation d'un objet brisé assuré.

Article 14 – Mesures spécifiques en cas de sinistre

L'Assureur peut, en accord avec l'Assuré, procéder, soit à la fourniture et à la pose d'un objet de même nature que celui qui a été brisé, soit au paiement entre les mains de l'Assuré du montant des dommages majorés des frais de transport et de miroiterie.

L'Assureur renonce à exercer un recours contre un client responsable d'un sinistre causé accidentellement et involontairement ; il conserve son droit de recours contre tout client qui aura causé un sinistre intentionnellement ou par malveillance.

Article 15 – Exclusions spécifiques

Sont exclus :

- Les objets déjà brisés, cassés ou simplement fêlés.
- Les dommages dus à la vétusté ou à un défaut d'entretien des enchâssements, encadrements ou soubassements.
- Les bris survenus :
 - o au cours de tous travaux (sauf ceux de simple nettoyage) effectués sur les objets assurés, leurs encadrements, soubassements, agencements ou clôtures ;
 - o au cours de la dépose et repose, de l'entreposage ou du transport de ces objets.
- La détérioration graduelle des inscriptions et accessoires (inscriptions, poignées, bandeaux,...), sauf si cette détérioration est la conséquence du bris des objets.
- Les conséquences résultant, pour l'Assuré, de l'interruption, du trouble ou du retard que le dommage, ou sa réparation, pourrait lui apporter dans l'exercice de sa profession

Article 16 – Effondrement

La garantie porte sur tous les dommages matériels résultant d'un effondrement accidentel et soudain subi par un bâtiment assuré.

Par effondrement de bâtiment, on entend le fait qu'il s'écroule sur lui-même totalement ou partiellement en raison de la chute ou du tassement de ses parties constitutives à savoir ses ouvrages de fondation, d'ossature, de clos et du couvert.

Seuls sont garantis les sinistres dont le fait générateur trouve sa réalisation postérieurement à la prise d'effet de la garantie.

Sont exclus :

- Les sinistres survenus pendant la période de garantie décennale, ou relevant de l'assurance Dommages Ouvrage telle que prévue à l'article L242-1 du Code des Assurances que celle-ci soit ou non souscrite ;

- Les effondrements de bâtiments voués à la démolition ou frappés d'alignement ainsi que ceux résultant d'affaissement de terrain,
- Les tassements fissurations contractions gonflements ou expansion de dalles, fondations murs, planchers ou toitures, sauf lorsqu'ils sont directement causés par l'effondrement du bâtiment,
- Les dommages issus d'évènements entrant dans le cadre des autres garanties prévues au contrat, que l'assuré les ait souscrites ou non, notamment résultant d'incendie, explosion, dommages causés par un appareil aérien, choc de véhicule terrestre, tempête, poids de la neige, grêle, catastrophes naturelles,
- Les dommages aux clôtures, murs de clôtures, murs de soutènement et remparts, dallages ou terrasses extérieures, les voiries et réseaux divers, les éléments mobiles, sauf s'ils sont consécutifs à l'effondrement du bâtiment assuré.
- Les dommages de tout ordre n'affectant que les éléments de revêtement, de parure ou d'ornementation,
- Les dommages dus à des inondations, tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes, aux affaissements de terrain liés à la présence de cavités souterraines ou de marnières, aux mouvements de terrain liés à la sécheresse ou à la réhydratation des sols, sauf si ces dommages entrent dans le cadre de l'indemnisation des Catastrophes Naturelles,
- Les dommages causés à des bâtiments situés dans des communes classées à risques au titre de l'article L563- 6 du Code de l'Environnement si les travaux nécessaires de consolidation n'ont pas été réalisés,
- Les dommages de pollution ou de contamination affectant l'environnement découverts ou occasionnés lors de l'effondrement,
- Les bâtiments non entièrement clos et couverts,

Article 17 – Autres dommages

Étendue de la garantie :

La garantie s'applique à tous les dommages et pertes, quelle que soit leur nature ou leur origine, survenant aux biens assurés (bâtiments, mobilier et matériels, marchandises, agencements et embellissements), lorsque ces dommages et pertes sont consécutifs à un événement non prévu par les autres garanties de la présente police Multirisque.

Cette extension ne peut en aucun cas avoir pour objet de racheter des exclusions figurant au contrat.

Sont exclus les dommages et pertes :

- assurables au titre des autres garanties de la présente police ;
- déjà exclus au titre de ces mêmes garanties ;
- provenant de manquants constatés lors d'inventaires, de disparitions inexplicables, de détournements, de falsifications, de fraudes ;
- résultant d'un acte délictueux perpétré dans le cadre d'un système informatique ou en amont de celui-ci, sauf ce qui est dit à l'article 6.3 ci-avant ;
- résultant d'un défaut de réparation indispensable connu de l'Assuré et auquel ce dernier n'aurait pas remédié, sauf cas de force majeure ;
- causés par les animaux ;
- dus à tout retard ou carence dans la fourniture de services extérieurs ;

- résultant de la mise sous séquestre, saisie ou embargo de quelque nature qu'ils soient ;
- causés aux objets assurés et provenant d'un vice propre, d'un défaut de fabrication, de leur fermentation ou oxydation lente ;
- résultant directement de l'un des facteurs suivants : brouillard, humidité ou sécheresse de l'atmosphère, excès ou changement de température atmosphérique, vapeur émanant d'opérations industrielles ou agricoles, à moins qu'il ne s'agisse de conséquences dues à des sinistres garantis par le présent contrat;
- résultant de la perte de poids, l'évaporation, la corrosion, l'érosion, l'usure normale, la détérioration graduelle, l'entartrage, le pourrissement, la moisissure, le changement d'aspect, d'odeur ou de goût, à moins qu'il ne s'agisse de conséquences dues à des sinistres garantis par le présent contrat ;
- causés aux matériels en cours de montage, d'essai, de démontage ou d'installation ;
- causés aux biens en cours de transport, sauf à l'intérieur des établissements ou s'exerce la présente assurance, ou dans un rayon de 200 mètres alentour de ces établissements ;
- résultant d'effondrement :
 - o de constructions à caractère provisoire, de structures gonflables ou de chapiteaux ;
 - o de bâtiments dont la vétusté est à dire d'expert supérieure à 50% ;
 - o les tassements, fissurations, gonflements, expositions ou contractions normales des constructions ne sont pas considérés comme effondrement ;
- relevant en France des assurances obligatoires Responsabilité Civile Décennale et Dommages-Ouvrage.

Article 18 – Catastrophe Naturelles

Conformément à l'Article 1er (1er alinéa) de la Loi n° 82-600 du 13 Juillet 1982, les dispositions ci-après sont applicables de plein droit au contrat d'assurance ; la garantie s'applique en France Métropolitaine et Départements d'Outre-Mer conformément à la Loi du 13 juillet 1992 et aux textes subséquents.

Objet de la garantie

La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré, la réparation pécuniaire des dommages matériels directs à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, ainsi que le paiement des pertes et frais consécutifs

Mise en jeu de la garantie

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un Arrêté interministériel ayant constaté l'état de "Catastrophe Naturelle".

Étendue de la garantie

La garantie couvre :

- le coût des dommages matériels directs subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque ;
- les conséquences pécuniaires de l'interruption ou de la réduction de l'activité de l'entreprise, dans les limites et aux conditions fixées par le contrat pour le risque principal, telles qu'elles existaient lors de la première manifestation du risque.

Franchise

Nonobstant toute disposition contraire, l'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise. Le montant de la franchise est conforme aux dispositions juridiques en vigueur ;

Obligation de l'Assuré

L'Assuré doit déclarer à l'Assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les 10 jours suivant la publication de l'Arrêté interministériel constatant l'état de "Catastrophe Naturelle".

Quand plusieurs assurances contractées par l'Assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'Assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux Assureurs intéressés.

Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'Assureur de son choix.

Obligation de l'Assureur

L'Assureur doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'Assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'Arrêté interministériel constatant l'état de "Catastrophe Naturelle" lorsque celle-ci est postérieure.

A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'Assureur porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

Article 19 – Frais supplémentaires d'exploitation

- Objet de la garantie

Le présent chapitre a pour objet de garantir l'Assuré contre les Pertes d'Exploitation consécutives à un événement garanti, à l'exclusion du bris des matériels et machines non informatiques, subies pendant la période d'indemnisation et résultant de l'augmentation des frais d'exploitation.

Les frais supplémentaires d'exploitation consisteront notamment :

- en frais de location de matériels de remplacement ;
- en frais supplémentaires de main d'œuvre (tels que heures supplémentaires, heures de nuit ou jours fériés, indemnités de repas, de déplacement, de transport) concernant le personnel de l'Assuré, ou dont il est commettant, appelé à travailler dans des conditions différentes de la normale, à la suite du sinistre ;
- en frais de location de locaux pour abriter le personnel, le matériel et les documents à l'extérieur des locaux assurés à la suite d'un sinistre ;
- en frais de transport, de déménagement ou de livraison inhérents ;
- en frais éventuels de travaux à façon, effectués hors des locaux de l'Assuré ;
- en tous autres frais, sans qu'ils soient plus expressément désignés, réellement exposés pour la poursuite des activités de l'Assuré et pour assumer le service public dont il a la charge.

La présente garantie complémentaire est accordée pendant la période d'indemnisation de 18 mois.

Cette garantie se cumule avec les pertes indirectes forfaitaires et autres frais et pertes.

Article 20 - Garanties complémentaires

Suivant mention aux Conditions Particulières, la garantie est étendue :

- Aux frais d'exploitation additionnels

L'Assureur garantit au-delà du montant des frais supplémentaires d'exploitation pris en charge au titre de la garantie de la Marge Brute, ceux qui sont exposés à la suite d'un sinistre d'un commun accord entre les experts dans le seul but d'éviter ou de réduire la perte de Chiffre d'affaires consécutive durant la période d'indemnisation de 3 mois.

- Impossibilité ou interdiction d'accès

Cette garantie s'applique aux pertes d'exploitation causées par l'interruption ou la réduction de l'activité de l'entreprise assurée résultant :

- o de l'impossibilité matérielle d'accéder aux établissements de l'entreprise assurée,
- o ou d'une mesure d'interdiction d'y accéder émanant des autorités publiques,

Lorsque cette impossibilité ou cette mesure d'interdiction d'accès, trouve son origine dans des dommages matériels d'incendie, de foudre, d'explosion, de tempête, d'effondrement, de chute d'appareil de navigation aérienne, d'inondation, de tremblement de terre, d'éruption volcanique, ou de raz de marée, survenant aux abords immédiats des établissements de l'entreprise assurée, à la double condition :

- o que ces dommages matériels soient survenus à une distance maximum d'1,5 kilomètre
- o des locaux de l'entreprise assurée,
- o et que ces dommages matériels aient été couverts s'ils étaient survenus dans les locaux de l'entreprise assurée.

Durée et limite de la garantie : Sous déduction de la franchise applicable, la période d'indemnisation commence au jour de la survenance des dommages matériels et prend fin le jour du rétablissement de l'accès ou de la levée de la mesure d'interdiction d'accès dans la limite de 3 (TROIS) mois maximum et sans pouvoir excéder le montant indiqué aux Conditions Particulières.

- Fermeture administrative

Cette garantie s'applique aux pertes d'exploitation consécutives à la fermeture provisoire, totale ou partielle, de l'établissement assuré, lorsque la décision de fermeture prise par une autorité administrative est la conséquence :

- o d'un décès accidentel, d'un meurtre ou d'un suicide, survenu dans l'établissement assuré,
- o ou d'une intoxication alimentaire survenue et trouvant son origine dans l'établissement assuré
- o ou d'un dommage matériel garanti survenu dans l'établissement assuré.

Durée et limite de la garantie : Sous déduction de la franchise applicable, la période d'indemnisation commence au jour de la survenance de la décision de fermeture et prend fin le jour de la levée de la mesure d'interdiction d'accès dans la limite 3 (TROIS) mois maximum et sans pouvoir excéder le montant indiqué aux Conditions Particulières.

- Aux pénalités de retard

L'Assureur garantit les pénalités qui sont mises à la charge de l'Assuré en application des marchés passés avec sa clientèle, par suite de non-livraison ou de retard dû uniquement à un sinistre couvert au titre de la présente police.

- Exclusions spécifiques

Sont exclues au titre de la présente garantie :

- Les conséquences financières mises à la charge de l'assuré et rendues contractuelles en vertu d'un contrat de fourniture d'énergie (E.J.P., contrats DISPATCHABLES.....),
- Les pertes d'exploitation consécutives à un dommage, une perte ou destruction exclu au titre des présentes conditions particulières ou aux conditions générales,
- Les pertes d'exploitation consécutives à un vol,
- Les carences de fournisseur et/ou de clients et/ou de service, les pertes d'exploitation résultant de la cessation de travail dans le cadre d'un conflit du travail.

Demeurent exclus pour la garantie Impossibilité d'accès :

- Les conséquences d'émeutes, de mouvements populaires ou de manifestations, cortèges, défilés ou rassemblements sur la voie publique autorisés ou non.
- Les conséquences d'attentats ou des actes de terrorisme.

Demeurent exclus pour la garantie Fermeture par décision administrative :

- Les conséquences d'une fermeture administrative consécutive à une violation volontaire de la réglementation.

Chapitre 7 – Dispositions communes aux garanties

Article 21 – Garantie des honoraires d'experts

La garantie s'applique en cas de sinistre relevant des chapitres 1 à 4 (y compris dans l'hypothèse où un sinistre se révèle, après expertise, inférieur au montant de la franchise) au remboursement des frais et honoraires payés par l'Assuré à l'expert qu'il a choisi.

Le montant de ce remboursement ne peut excéder :

- ni le montant des honoraires résultant de l'application du Barème professionnel ;
- ni le montant des honoraires réellement payés si ces derniers sont inférieurs à ceux résultant du Barème.

Article 22 – Définitions

Surface développée

Celle correspondant à la surface au sol de chaque étage, les combles, les greniers et sous- sols étant compris pour moitié.

Etablissement

Un risque ou un ensemble de risques appartenant au même propriétaire, concourant à la même exploitation et réunis dans un même enclos ou groupés dans des conditions telles qu'aucun des bâtiments composant l'établissement ne soit séparé du bâtiment le plus voisin par une distance supérieure à 200 mètres.

Pour les tempêtes, grêles et neige sur les toitures sont considérés comme constituant un seul et même sinistre les dommages survenus dans les 72 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages.

Article 23 – Exclusions communes

Sont exclus :

- Les dommages corporels, c'est-à-dire l'atteinte à l'intégrité physique des personnes.
- Les dommages intentionnellement causés ou provoqués par l'Assuré ou avec sa complicité ainsi que par les mandataires sociaux de l'Assuré lorsqu'il s'agit d'une personne morale.
- Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :
 - o des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ;
 - o tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger, ou frappent directement une installation nucléaire.
- Les amendes.
- Les dommages occasionnés par un des événements suivants :
 - o la guerre étrangère ;
 - o la guerre civile.
- Les frais et pertes, les pertes d'exploitation et les dommages consécutifs à une épidémie, à une pandémie ou à une épizootie, ainsi que les frais et pertes, les pertes d'exploitation et les dommages consécutifs aux mesures administratives, aux mesures sanitaires, à la fermeture totale ou partielle ou au retrait d'autorisation administrative, à l'impossibilité, à la restriction ou à la difficulté d'accès qui en résultent. Il est précisé que ces exclusions ne s'appliquent pas à l'assurance de responsabilité civile lorsque le contrat comporte une telle garantie.
- Les frais et pertes, les pertes d'exploitation et les dommages consécutifs à une maladie infectieuse, ainsi que les frais et pertes, les pertes d'exploitation et les dommages consécutifs aux mesures administratives, aux mesures sanitaires, à la fermeture totale ou partielle ou au retrait d'autorisation administrative, à l'impossibilité, à la restriction ou à la difficulté d'accès

qui en résultent. Il est précisé que ces exclusions ne s'appliquent pas à l'assurance de responsabilité civile lorsque le contrat comporte une telle garantie.

Sont exclus dès lors qu'ils ne résultent pas d'un dommage matériel garanti aux biens assurés :

- les frais et pertes et les pertes d'exploitation consécutifs à des dommages de toute nature aux données stockées, transmises ou traitées sur tous supports informatiques ainsi qu'aux services utilisant ces données,
- les frais et pertes, et les pertes d'exploitation consécutifs à des atteintes à l'authenticité, l'intégrité ou la confidentialité de ces données ou de ces services,
- les frais et pertes, et les pertes d'exploitation consécutifs à des atteintes à la disponibilité de ces données ou de ces services.

On entend par supports informatiques l'ensemble des dispositifs capables de stocker, traiter ou transmettre des informations et/ou données.

Article 24 – Estimation après sinistre des biens assurés

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'Assuré ; elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles ou de celles dont il est responsable.

La somme assurée ne peut être considérée comme une preuve de l'existence et de la valeur au jour du sinistre, des biens endommagés ; l'Assuré est tenu de rapporter cette preuve par tous les moyens et documents et de justifier de la réalité et de l'importance du dommage.

Dans tous les cas, le règlement intervient sous déduction de la franchise prévue aux Conditions Particulières et T.T.C

Les bâtiments, mobilier, matériels

Ces biens sont estimés sur la base d'une valeur à neuve égale à leur valeur de reconstitution (reconstruction ou remplacement) au jour du sinistre, sans toutefois pouvoir dépasser la "valeur d'usage" définie ci-après, majorée du tiers de la valeur de reconstitution à neuf.

La valeur d'usage d'un bâtiment est égale à sa valeur de reconstruction au jour du sinistre, vétusté déduite, honoraires d'architecte compris.

La valeur d'usage des mobiliers et matériels est égale à leur valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite, par un mobilier ou un matériel d'état ou de rendement identique y compris, s'il y a lieu, les frais de transport et d'installation.

[Garantie 2. La perte d'usage] L'indemnisation en "Valeur à Neuf" n'est due que si la reconstitution est effectuée, sauf impossibilité absolue, dans un délai de 3 ans à partir de la date de la clôture de l'expertise.

La reconstitution peut s'effectuer en tous lieux dans l'un des Etats de la Communauté Européenne et en Suisse, mais aucune modification importante ne peut être apportée à la destination initiale des locaux détruits.

En ce qui concerne les matériels et machines, si, au moment du sinistre, ceux-ci n'existent plus dans le

catalogue du constructeur vendeur, l'indemnisation s'effectue sur la base de matériels ou machines existant les plus équivalents.

Le montant de la différence entre l'indemnité en "Valeur à Neuf" et l'indemnité correspondante en "Valeur d'Usage" n'est payé qu'après reconstitution (sur justification de l'exécution par la production de mémoires ou factures).

L'indemnité en "Valeur à Neuf" est limitée, en tout état de cause, au montant des travaux et dépenses figurant sur les factures produites par l'Assuré, étant bien entendu que le montant de l'indemnité n'est pas inférieur à la valeur d'usage fixée par expertise.

Clause de conversion

L'Assuré peut, après sinistre, opter pour certains biens de son choix, garantis en valeur à neuf, pour une indemnisation en valeur d'usage augmentée d'un pourcentage fixé conventionnellement et forfaitairement à 20% de ladite indemnité en valeur d'usage, sous réserve :

- qu'il abandonne pour ces dits biens sa réclamation en valeur à neuf ;
- que l'indemnité en résultant (valeur d'usage + 20%) pour ces dits biens n'excède pas celle qui aurait été obtenue sur la base de la valeur à neuf.

La présente disposition ne fait pas échec à la garantie des pertes indirectes prévue ci-avant.

Matériels informatiques et de bureautique

A la condition d'être remplacés après sinistre, ces biens sont toujours indemnisés en valeur à neuf, sans abattement pour vétusté, durant les cinq premières années suivant leur première mise en service.

Au-delà de cette durée, l'Assuré peut opter :

- soit pour une indemnisation sur la base d'une valeur préalablement agréée par l'Assureur ;
- soit pour une indemnisation à dire d'experts.

Matériels autres qu'informatiques et de bureautique

Lorsqu'ils subissent un dommage relevant du chapitre 2 ci-avant, ces matériels sont indemnisés comme suit :

- en cas de sinistre total, c'est-à-dire d'un sinistre dont le montant des frais de réparation est supérieur ou égal à la valeur d'usage du bien sinistré, en valeur d'usage diminuée du montant de la franchise et du sauvetage ;
- en cas de sinistre partiel, c'est-à-dire d'un sinistre dont le montant des frais de réparation est inférieur à la valeur d'usage du bien sinistré, en valeur à neuf (donc sans application de vétusté), diminuée du montant de la franchise et du sauvetage.

Biens qui ne sont jamais indemnisés en valeur à neuf

L'assurance "valeur à neuf" ne porte en aucun cas sur le linge, les effets d'habillement, les véhicules à moteur, les objets dont la valeur n'est pas réduite par leur ancienneté (notamment bijoux, pierreries, perles fines, dentelles, statues, tableaux de valeur, collections d'objets rares et précieux).

Elle ne porte pas non plus sur les machines, appareils, canalisations électriques et leurs accessoires, lorsque ces biens subissent un dommage électrique ; les matériels informatiques et de bureautiques restent cependant indemnisés comme indiqué ci-dessus.

Les marchandises

Les matières premières, emballages et approvisionnements sont estimés d'après leur prix d'achat apprécié au dernier cours précédant le sinistre, frais de transport et de manutention compris ;

Ces modes d'évaluation ne s'appliquent pas aux produits présentant un caractère de « rebut ».

Les titres, les valeurs, les pièces et lingots de métaux précieux

Ces biens sont estimés à leur dernier cours précédant le sinistre.

Les effets de commerce

Ceux-ci sont estimés à leur coût de reconstitution.

L'indemnité n'est réglée qu'au fur et à mesure de cette reconstitution et sur production de mémoires dûment vérifiés.

Ne donnent lieu à indemnité que les frais afférents aux opérations de reconstitution terminées dans un délai de deux ans à partir de la date du sinistre, sauf impossibilité matérielle justifiée avant l'expiration de ce délai.

Cependant l'Assureur indemnise l'Assuré de la perte subie dans la limite de la valeur nominale de chaque effet de commerce, lorsque :

- le tiré et ses avalistes deviennent insolvable en tout ou partie entre la date à laquelle l'effet de commerce vient à échéance et la date de sa reconstitution ;
- l'impossibilité de reconstitution est dûment établie ;
- l'effet de commerce volé est payé avant opposition, à son échéance, par des débiteurs de bonne foi.

Les archives

L'Assureur indemnise la perte consécutive au coût de reconstitution des supports non informatiques d'informations.

On désigne par "coût de reconstitution" les frais effectivement engagés aux fins suivantes :

- la reconstitution ou le remplacement des supports matériels (papiers, plastiques, films, bois, métaux, ...);
- la reconstitution (conception, étude, etc) de l'information ;
- le report de l'information ainsi reconstituée sur un support matériel identique ou équivalent à celui qui a été endommagé ou détruit.

L'indemnité est réglée au fur et à mesure de cette reconstitution sur présentation de justificatifs.

[Article 25 – Expertise – sauvetage](#)

Préalable : l'Assureur communique à l'Assuré les informations relatives aux réseaux d'experts à disposition de ce dernier.

Si les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable contradictoire est toujours obligatoire sous réserve des droits respectifs des parties.

Chacune des parties choisit un expert ; un changement est possible en cours de procédure d'expertise (réorientation en fonction de la nature du sinistre, de son montant, par exemple).

Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent d'un commun accord et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal de Grande Instance ou du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel le sinistre s'est produit.

Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente faite au plus tôt quinze jours après l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée de mise en demeure avec avis de réception.

L'expertise après sinistre s'effectue, en cas d'assurance pour compte, avec le Souscripteur du contrat.

L'Assuré ne peut faire aucun délaissement des objets garantis.

Le sauvetage endommagé, comme le sauvetage intact, reste sa propriété même en cas de contestation sur sa valeur.

Faute d'accord sur l'estimation du sauvetage, chacune des parties peut demander, par simple requête au Président du Tribunal de Grande Instance ou du Tribunal de Commerce du lieu du sinistre, la désignation d'un expert pour procéder à cette estimation.

Article 26 – Obligations de l'Assuré en cas de sinistre

En cas de sinistre, l'Assuré doit ;

- Déclarer le sinistre à l'Assureur par écrit ou verbalement contre récépissé.

Cette déclaration doit être faite, sauf cas fortuit ou de force majeure, dans les trente jours où son service "assurances" en a eu connaissance ; les dispositions relatives aux "Catastrophes Naturelles" restent applicables.

En cas de mise en jeu de la garantie Vol, la déclaration à l'Assureur doit être faite dans les deux jours ouvrés ; en outre, l'Assuré doit en cas de mise en jeu de la garantie Vol, dans le même délai, aviser le commissariat de police ou la gendarmerie de la localité.

- Prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour en limiter l'importance, sauvegarder les biens garantis et le cas échéant récupérer les biens volés ou détournés.
- Indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres Assureurs.
- Fournir à l'Assureur un état des pertes, c'est-à-dire, un état estimatif détaillé, certifié sincère et

signé par lui, des biens assurés, endommagés, détruits et sauvés.

Lors de mise en jeu de la garantie « tempête » et en cas de contestation, fournir, à titre de complément de preuve, une attestation de la station de météorologie nationale indiquant qu'au moment du sinistre, le vent atteignait ou dépassait 100 km/h.

- Communiquer sur simple demande de l'Assureur et dans le plus bref délai, tous autres documents nécessaires à l'expertise.
- Transmettre à l'Assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés, concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'Assuré.

Faute par l'Assuré de se conformer aux obligations prévues aux paragraphes 27.1 à 27.5 ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'Assureur peut réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Si l'Assuré fait de fausses déclarations, notamment exagère le montant des dommages, prétend détruits des biens n'existant pas lors du sinistre, dissimule ou soustrait tout ou partie des biens assurés, omet sciemment de déclarer l'existence d'autres assurances portant sur les mêmes risques, emploie comme justification des documents inexacts ou use de moyens frauduleux, l'Assuré est entièrement déchu de tout droit à indemnité sur l'ensemble des risques sinistrés, la déchéance étant indivisible entre les divers articles du contrat.

[Article 27 – Dispositions diverses](#)

Abrogation de la règle proportionnelle

Les capitaux assurés au titre de chaque garantie sont indiqués aux Conditions Particulières et accordés avec abrogation de la Règle Proportionnelle de Capitaux.

Connaissance des risques par l'Assureur

L'Assureur reconnaît avoir reçu tous les éléments d'information qui concourent à l'établissement de la présente police et des avenants ; il renonce donc à se prévaloir d'une non-dénomination quelconque dans la nature et la désignation des risques au jour du sinistre. **Il reconnaît par la présente que le présent contrat s'inscrit dans le cadre d'une opération d'aménagement où vont intervenir des entreprises sur le site.**

Si un tableau d'identification des risques assurés ou des plans sont annexés au présent contrat, ces éléments n'ont qu'un caractère indicatif.

Les inventaires des biens sujets à une quelconque dépréciation ne sont produits aux Assureurs qu'à titre de renseignements généraux et d'indication des existences au jour de l'Arrêté de ces inventaires, sans qu'en aucun cas les prix qui y figurent soient opposables à l'Assuré comme une présomption ou une preuve de la valeur des objets et marchandises qui y sont mentionnés.

Opération de travail par point chaud

L'Assuré s'engage à ne faire procéder à aucune opération de soudage, de découpage ou autre travail

quelconque à la flamme, quel qu'il soit, dans l'enceinte du ou des établissements assurés, dans les cours et dépendances et aux abords immédiats de ceux-ci, sans une autorisation écrite de lui-même ou d'une personne mandatée par lui, à moins qu'il ne s'agisse de postes de travail inhérents aux opérations de fabrication effectuées dans le cadre normal de ses activités industrielles ou commerciales ou de travaux effectués dans l'atelier d'entretien.

Cette autorisation écrite, type "Permis de Feu", éditée par le Centre National de Prévention et de Protection – dont un modèle est consultable sur le web :<https://www.cnpp.com/>

Cette autorisation doit être signée par le Chef d'Entreprise ou son mandataire, par l'Agent veillant à la sécurité de l'opération et par l'opérateur. L'Assureur renonce à toute sanction pécuniaire.

Acceptation par l'Assureur des clauses de renonciation à recours

L'Assureur accepte les clauses de renonciation à recours (passées, présentes et futures) consenties par l'Assuré, à charge pour ce dernier, de les communiquer à l'Assureur en cas de sinistre ; il renonce également à recours contre les bénéficiaires.

Toutefois, si la responsabilité de l'auteur ou responsable de sinistre est assurée, l'Assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets.

Assurance pour le compte de qui il appartiendra

Cette assurance s'applique aux biens dont l'Assuré est dépositaire ou détenteur à un titre quelconque. L'Assurance joue d'abord comme une assurance de responsabilité et, à défaut, comme une assurance de chose.

Toutefois lorsque les tiers sont eux-mêmes assurés pour ces biens ou objets, la présente assurance ne joue jamais en coassurance, mais en complément en cas d'insuffisance de garantie.

Règlement des dommages et paiement des indemnités

En cas de sinistre couvert d'un montant estimatif supérieur à 20.000 €, l'Assureur s'engage à payer à l'Assuré, dans le mois qui suit la remise par ce dernier d'un état provisoire des pertes, un acompte de 40 % du montant de celui-ci.

Si, dans les trois mois à compter de la remise de l'état des pertes définitif, l'expertise n'est pas terminée, l'Assuré a le droit de faire courir les intérêts par sommation ; si elle n'est pas terminée dans les six mois, une pénalité de 15% du montant du sinistre sera exigible auprès de l'Assureur par l'Assuré.

Le paiement des indemnités est effectué dans les trente jours à compter de l'accord amiable des parties ou de la décision devenue exécutoire.

Ce délai ne court que du jour où l'Assuré a justifié de ses qualités à recevoir l'indemnité et, en cas d'opposition, du jour de la mainlevée ou de l'autorisation de payer.

Les dispositions "Catastrophes Naturelles" restent applicables.

Garantie automatique des risques nouveaux

Les augmentations de valeurs dues aux constructions, adjonctions, acquisitions ou locations de

bâtiments, mobiliers personnels et matériels, aménagement et embellissements, marchandises qui pourraient intervenir pendant l'exercice en cours, sont garanties sans déclaration préalable.

A ce titre, le planning d'intervention des entreprises dans le cadre du groupement apporte une connaissance de la valeur des augmentations de valeurs dues aux modifications.

Les risques nouveaux bénéficient donc de toutes les garanties du présent contrat, telles que mentionnées aux Conditions Particulières.

Régularisation de la prime provisionnelle

Lorsque suivant mention aux Conditions Particulières, une garantie est accordée à concurrence d'un capital révisable ou une prime est calculée sur la surface déclarée, la prime provisionnelle payée par l'Assuré est révisée en fin d'année d'assurance en fonction des déclarations faites par l'Assuré.

L'Assureur détermine la moyenne arithmétique, base sur laquelle est calculée la prime due. La différence entre la prime provisionnelle et la prime effectivement due est payée ou remboursée suivant décompte établi par avenant annuel de régularisation.

Adaptation périodique

La prime nette annuelle, ainsi que les capitaux évoluent en fonction de l'indice indiqué aux Conditions Particulières. Cette adaptation périodique est continue, et, en cas de sinistre, les valeurs sont déterminées en fonction du dernier indice publié.

Domiciliation

L'Assuré est déchargé de toutes ses obligations dérivant du présent contrat lorsque celles-ci sont effectuées auprès du Cabinet indiqué aux Conditions Particulières.

Compétence judiciaire

Tout litige concernant l'interprétation des clauses et conditions du présent contrat relève de la seule compétence des juridictions françaises.

Païement des primes

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Limitation contractuelle d'indemnité :

Le montant maximum de l'indemnité versée par l'Assureur au titre d'un même sinistre et fixé aux Conditions Particulières, quel que soit le nombre de bâtiments sinistrés et toutes garanties confondues (y compris les pertes et frais annexes, ainsi que les assurances de recours des voisins et des tiers, risques locatifs, recours des délégataires).

Par sinistre, on entend toutes les conséquences dommageables d'un même évènement ou fait générateur susceptible d'entraîner la garantie de la société. Cette limite de garantie est accordée sans qu'il soit dérogé aux sous limitations prévues dans le présent cahier des charges.

Territorialité

L'ensemble des sites indiqués aux adresses indiquées par l'Assuré.

Les garanties définies dans le présent contrat seront réputées sans effet lorsque l'octroi de ces garanties exposera l'assureur à des sanctions, interdictions ou restrictions prises dans le cadre de résolution de l'ONU de sanctions commerciales ou économiques, lois et règlement de l'Union Européenne, du Royaume Uni ou des États Unis d'Amérique.